

A propos de Keynes

Marie-Claude Prévost, économiste.

.....

Durant les années '70, les politiques d'inspiration keynesiennes ont cédé la place à la religion de l'équilibre budgétaire. Depuis, le fossé des inégalités s'élargit. Que s'est-il passé ? Faut-il en revenir à Keynes ?

.....

Du krach boursier aux « 30 glorieuses »

Les théories de Keynes ont vu le jour à l'occasion de la grande crise de 1929 ; celle-ci, qui a pris par son ampleur une valeur quasi symbolique, a été provoquée tout d'abord par un retentissant krach boursier. Suite à la première guerre mondiale, les pays industrialisés ont connu une intense reprise d'activité, nécessitée par les besoins de la reconstruction, favorisant à la fois l'essor de la consommation et celui des valeurs boursières ; dans cette ambiance fiévreuse de profits très élevés, les cours des actions ont connu une envolée sans commune mesure avec la valeur réelle des entreprises. Naturellement, comme tout phénomène spéculatif, celui-ci s'est terminé par une spectaculaire retombée, d'autant plus spectaculaire que le niveau d'intégration mondiale des économies était très poussé et qu'aucun pays n'a été épargné. En outre, un facteur qui a probablement joué est le fait, que suite à la guerre, l'étalon-or avait cessé de réguler les cours des monnaies,

remplacé par un système de référence basé sur des devises « fortes », ce qui était de nature à provoquer une certaine instabilité monétaire.

L'effondrement boursier et les cascades de faillites qui s'ensuivirent conduisaient les entreprises à débaucher massivement (qu'on se souvienne du spectacle effroyable offert par le roman *Les raisins de la colère*). Des cohortes d'ouvriers se retrouvaient sans travail, sans revenus par conséquent, et les investisseurs qui avaient réussi à sauver (une partie de) leur capital de la débâcle n'étaient pas prêts à réembaucher ; les stocks de marchandises s'accumulaient, et le chômage s'étendait comme une tache d'huile.

Pour les économistes traditionnels, le seul remède à cette situation consistait à laisser filer les salaires vers le bas : ainsi, les entreprises seraient incitées à réembaucher, puisque le travail coûtait moins cher, et d'après eux cela permettrait d'espérer une reprise de la machine économique.

Pour Keynes, ce remède n'en était pas un ; selon sa théorie, la reprise ne pouvait être assurée que si on assurait les conditions d'une reprise de la demande (c'est-à-dire de la consommation), celle-ci à ce moment tirerait la production de biens de consommation, et enfin celle des biens de production. Pour cela, il convenait donc, non pas de réduire toujours davantage les revenus des salariés, mais au contraire de les augmenter, car c'est dans ces catégories de revenus que le rapport consommation/revenu est le plus fort (les catégories aisées, voire riches, thésaurisent une part beaucoup plus importante de leurs revenus).

Comme les investisseurs privés n'étaient pas disposés à courir le risque de relancer les industries, encore moins avec des niveaux de salaires substantiellement relevés, il fallait que la puissance publique s'y attelle : Keynes était donc favorable à une politique d'investissements publics importants, nécessitant l'embauche d'une main-d'oeuvre abondante, et aussi à la distribution de revenus de remplacement visant à assurer aux chômeurs un niveau de consommation compatible avec le maintien d'une activité productive. Pour cela, faisant fi de l'orthodoxie alors en vigueur, il recommandait que l'Etat prît des mesures de prélèvement sur les richesses improductives de l'épar-

Mots clefs : économie, société.



gne, et aussi qu'il menât une politique financière de déficit budgétaire. En effet, en dépensant, via l'emprunt auprès des banques et des particuliers fortunés, plus que ses recettes, il assurait une redistribution de revenus vers les classes les moins nanties, et cette hausse des revenus les plus bas se convertirait intégralement, ou presque, en une hausse de la demande. Ce phénomène exercerait un effet de levier sur l'ensemble de l'économie, en stimulant la production, les profits et tous les revenus liés à l'activité productive, et fournirait un surcroît de richesses qui ferait plus que rembourser la dette contractée par l'Etat.

Cette approche n'eut aucun succès à l'époque auprès des économistes orthodoxes, ni auprès des milieux dirigeants ; pourtant, il faut bien reconnaître que les premiers pays qui sortirent de la crise furent effectivement ceux qui, comme l'Allemagne nazie, mirent en pratique des politiques du genre de celle préconisée par Keynes (grands travaux, investissements publics importants - réarmement notamment, mais aussi infrastructure routière, dans le cas de l'Allemagne, ...). En fait, Keynes ne réussit à conquérir l'oreille des dirigeants politiques que vers le début des années 40, lorsque les Etats-Unis préparèrent leur entrée en scène dans la deuxième guerre mondiale.

Les années d'après-guerre, jusque dans la décennie 70, virent le triomphe des politiques d'inspiration keynésienne ; le budget de l'Etat était fortement sollicité dans le financement des investissements d'infrastructure, mais aussi d'enseignement, de santé, et pour le soutien des revenus les plus bas. C'est à partir de la fin des années 70 que la position des « experts » de l'économie et des milieux dirigeants commença à s'inverser, et dans les années 80, on vit le retour vers des conceptions résolument anti-keynésiennes : retour à la religion de l'équilibre budgétaire, obtenue notamment par des politiques d'austérité frappant de plein fouet les catégories de population les moins favorisées, abandon des grands budgets étatiques ainsi que des entreprises publiques, pression continue sur les salaires, réduction spectaculaire des prélèvements de l'Etat sur les plus gros revenus, notamment par le biais de baisses substantielles de la fiscalité des entreprises et des droits de succession, etc.

Pourquoi ce retournement ?

Les commentaires à ce sujet varient fortement selon les auteurs ; ce qui donne à penser que, plutôt qu'une raison spécifique, un faisceau de facteurs ont conduit les milieux dirigeants à changer leur fusil d'épaule.

● Retour à l'orthodoxie

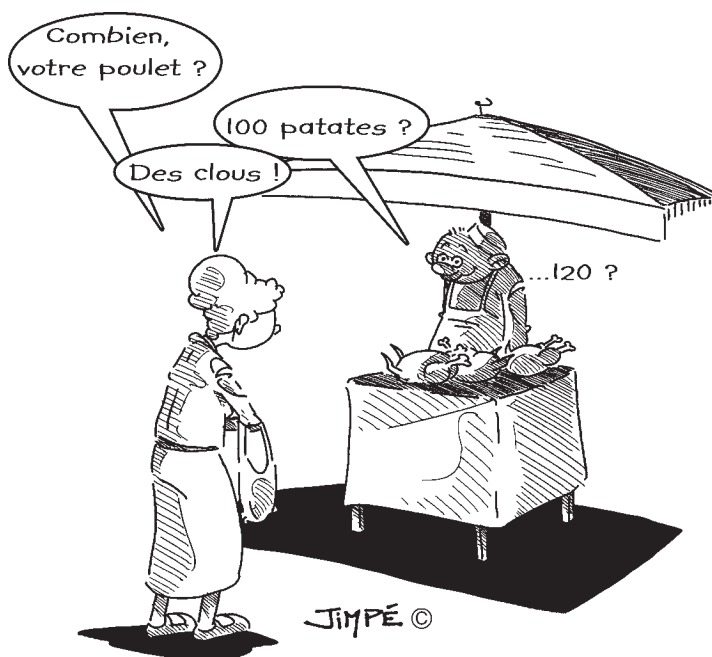
Il est certain que des influences doctrinales ont dû jouer ; même si les résultats positifs de l'application des théories keynésiennes ne pouvaient faire le moindre doute, ceux-ci apparaissaient comme contraires à une certaine approche « orthodoxe » classique de l'économie, et les tenants de cette approche ne pouvaient tous accepter d'abandonner leurs positions pour se rallier au keynésianisme ambiant. Les luttes de chapelles n'étaient pas finies...

● L'état à fonds perdus

L'intervention de l'Etat comme régulateur de l'activité économique et modérateur du chômage, conformément à la politique d'inspiration keynésienne, n'a de sens que dans la mesure où les travaux mis en oeuvre - qu'il s'agisse de travaux matériels comme la construction de routes ou immatériels comme le développement de l'enseignement - sont réellement de nature à exercer un « effet de levier » sur l'ensemble de l'activité économique. On n'est pas dans une économie dirigée : les pouvoirs publics se donnent pour tâche de mobiliser l'épargne et le crédit en vue, non seulement de soutenir la demande des ménages, mais aussi (et surtout), ce faisant, de stimuler l'initiative privée de production nationale. Si cet effet n'est pas obtenu, on peut s'attendre à des « retours de flamme » nuisibles : par exemple, le pouvoir d'achat distribué stimulera artificiellement une demande de produits importés (puisque la production intérieure n'augmente pas en proportion), ce qui rend notre économie nationale débitrice de ses partenaires étrangers ; ou cet excédent de pouvoir d'achat, faute d'une offre correspondante, entraînera une hausse des prix (inflation). Au final, si les entreprises privées ne profitent pas des opportunités qui leur sont offertes pour développer leurs activités dans le pays, donc leurs profits, et reprendre à leur compte une

partie de la main-d'oeuvre mise en activité sur les chantiers de l'Etat, non seulement celui-ci ne trouvera pas les recettes fiscales destinées à combler sa dette initiale, mais les chômeurs ne retrouveront pas de travail une fois les chantiers de l'Etat terminés, et on se retrouve à la case départ, avec en plus de l'inflation et une dette de l'Etat qui augmente.

Or, ce qui s'est passé en Belgique, c'est que beaucoup de travaux de prestige (les « grands travaux inutiles ») ont permis des effets d'aubaine pour les entreprises partenaires de l'Etat, et notamment on a énormément bétonné (nous disposons du réseau routier le plus dense du monde !), sans que ces activités n'aient un effet d'entraînement proportionnel sur l'ensemble des activités productrices. A quoi sert-il de construire des routes, si celles-ci ne permettent pas d'installer une activité créatrice de richesses dans les régions qu'elles traversent ? Si, de plus, ces routes font double emploi avec d'autres itinéraires de pénétration, ne s'expose-t-on pas à une stérile et vaine concurrence entre régions et sous-régions ? Ou si ces routes ne font que faciliter la traversée de notre territoire par des transporteurs desservant des sites de production et de consommation déjà existants en dehors de nos frontières, quel bénéfice en retirerons-nous ?



Nouveaux paradigmes de production : on a raté le train

Nos industries ont vécu de profondes mutations tout au long des années 60-70 et encore depuis. Pour n'en citer que quelques-uns, souvenons-nous du traumatisme qu'a représenté pour nos bassins industriels traditionnels l'abandon du charbon ; depuis la fin de la guerre mondiale, le pétrole abondant et bon marché a relégué au rayon des ancêtres l'exploitation du charbon, bien plus abondant encore mais sensiblement plus cher à l'exploitation ; les fermetures de charbonnages se sont succédées à vive allure au cours des années 60-70, entraînant des catastrophes sociales considérables (heureusement atténuées par la politique économique keynésienne de l'époque !). Mais le pire était encore à venir : en effet, tant que l'industrie dépendait essentiellement du charbon comme source d'énergie, la localisation des bassins industriels à proximité des charbonnages était une nécessité évidente. C'est ce qui a fait la prospérité de la Wallonie, ses hauts-fourneaux, son industrie sidérurgique, son industrie verrière, ses constructions métalliques, ... et sa classe ouvrière extrêmement compétente.

Une fois éliminé le charbon, l'implantation des usines de transformation à proximité des bassins houillers ne s'imposait plus de la même façon ; d'autres critères, par exemple la proximité du pétrole ou la facilité d'approvisionnement de celui-ci (ports, pipe-lines) entraient en ligne de compte ; la qualité des investissements industriels existants et celle de la main-d'oeuvre restaient évidemment des arguments de choix, mais encore eût-il fallu que, d'une part, les dirigeants de nos entreprises fissent le nécessaire pour maintenir leurs industries à un niveau d'excellence, et que, d'autre part, le maintien d'un haut niveau de qualification (justifiant d'ailleurs des salaires relativement élevés) fût partie des objectifs de la politique économique de l'époque. Or, il ne semble pas, avec le recul, que les investissements indispensables dans ces deux directions aient été réalisés à l'époque, ni par les investisseurs privés, ni par les pouvoirs publics. Dès le début des années 70, et alors que certaines industries réalisaient chez nous de spectaculaires innovations technologiques,



l'obsolescence de notre tissu industriel apparaissait comme une fatalité - programmée ?

So long, Glaverbel

Glaverbel, alors un des plus grands producteurs de verre mondiaux, a mis au point dans les années 60-70 sur ses sites de production en Belgique une technique révolutionnaire de production de verre, le verre flottant, faisant appel à l'extrême compétence de sa main-d'oeuvre et investissant des sommes considérables dans ses installations ; ce verre eut un grand succès commercial vu sa qualité. Après quelques années, l'unité de production située en Belgique fut purement et simplement fermée, entre-temps Glaverbel avait réinvesti ses profits pour en construire une nouvelle au Canada (notamment), avec l'avantage que, les procédures de cette technologie nouvelle ayant été bien rodée en Belgique, l'entreprise pouvait engager au Canada des ouvriers faiblement qualifiés et beaucoup moins payés que les ouvriers belges, et se trouvait à portée immédiate du marché américain... les ouvriers verriers belges ne s'en sont jamais remis !

Un monde rétréci

Parallèlement aux mutations de l'approvisionnement énergétique, de grandes mutations technologiques ont commencé à modifier profondément les impératifs économiques ; les progrès de l'automatisation et de l'informatique, rendant 'obsolètes' un certain nombre des savoir-faire accumulés par des générations d'ouvriers, et facilitant la mise au travail de main-d'oeuvre nouvelle non qualifiée, aboutissaient progressivement à dévaloriser le travail. Ces progrès facilitaient surtout le déplacement rapide des lieux de production, déjà en germe dans la mutation énergétique. L'explosion des transports - transports matériels, encouragés par les bas prix du pétrole, mais aussi transports

d'informations dès les années 80 surtout - révolutionnait complètement la notion même du développement économique : les coûts et les délais de transport, qui étaient auparavant extrêmement contraignants, obligeaient jusque là à une vision intégrée du développement économique ; une bonne partie de l'activité de production était destinée à des marchés locaux ou, en tout cas, relativement proches, seules les matières premières ou des produits introuvables localement étaient échangés sur de longues distances. L'hypothèse que la stimulation de la consommation locale était un levier pour la dynamisation de l'activité économique locale (locale, c'est-à-dire à l'échelle d'un pays ou d'une région) prenait tout son sens dans ce contexte. Attention, le commerce international était loin d'être négligeable, mais sans commune mesure avec ce qu'il est devenu aujourd'hui.

On peut dire que, d'une certaine manière, les contraintes pratiques n'obligeant absolument plus les producteurs à disposer d'un marché consommateur à proximité de leurs entreprises, le fameux slogan de Ford « bien payer les ouvriers pour qu'ils puissent acheter les voitures qu'ils fabriquent » n'a plus tout-à-fait la même pertinence : ce ne sont pas les ouvriers asiatico-américains d'Adidas ou de Nike qui s'offrent leurs paires de baskets à 150 euros, ni les ouvriers portugais qui achètent les Renault pour les-elles ils fabriquent les portières, les jouets fabriqués en Chine (par des enfants !) se déversent chez nous pour la Saint-Nicolas et pas dans leurs familles, et pareillement, nos bonnes fraises de Wépion se vendent très cher au Japon mais sont introuvables dans nos magasins... où nous pouvons acheter les fraises insipides fabriquées en Espagne ou en Turquie !

Très symbolique de ce nouvel état de choses : la production à flux tendus, qui a vu le jour vers les années 80-90, dans l'industrie automobile, consiste à supprimer les activités de fabrication de pièces traditionnellement effectuées à proximité des usines d'assemblage, et à les disperser aux quatre coins de l'Europe dans des pays à bas salaires (Portugal, Tchéquie), où ces entreprises travaillent à la commande pour réaliser et expédier de petits lots de pièces (sièges, portières, etc.) par transport routier,

sous une contrainte de temps extrêmement dure, puisque les temps de fabrication et transport de ces lots sont calculés de manière à ce que la livraison arrive à la chaîne d'assemblage au moment exact où ces pièces doivent être montées ! Economie de stockage - il n'y a plus de stocks de pièces en usine - et de salaires, - le transport au 'coup par coup' revient moins cher pour le fabricant - mais gabegie pour la collectivité, qui construit des routes servant d'« entrepôts ambulants » aux entreprises !

Le « modèle de développement » qui se met en place est un modèle où il ne subsiste plus rien de l'ancienne interdépendance entre patrons et ouvriers, entre investisseurs et consommateurs, les premiers ayant besoin de vendre leurs produits aux seconds pour engranger les profits qui en résultent. L'éclatement des sites producteurs et consommateurs aboutit à rendre inopérantes les vues de Keynes, puisque le « marché » qui constitue le débouché des entreprises peut se trouver à l'autre bout du monde, ou même aux quatre coins du monde, et que la main-d'oeuvre locale n'entre plus en ligne de compte comme acheteur potentiel de sa propre production.

Capital sans frontières

De grandes mutations ont également affecté le paysage financier de ces années ; avec la fin des accords de Bretton Woods, provoquée par les Etats-Unis suite à la guerre du Viet-Nam (l'Etat américain avait financé cette guerre par un usage intensif de la planche à billets, et ne pouvait plus maintenir la parité théorique de sa monnaie en or), l'ensemble du système financier international est entré dans des phases de turbulences ; le dollar, qui s'est retrouvé pratiquement la seule référence pour les autres monnaies, ne vaut plus que ce que vaut le crédit américain, et celui-ci tend de plus en plus à s'imposer par la force seule. Parallèlement, la circulation internationale des capitaux a été de plus en plus facilitée, au point que plus aucun Etat n'a, actuellement, le pouvoir de limiter les entrées et sorties de capitaux sur son territoire, et l'intégration des places boursières par les technologies modernes de communication provoque une quasi-instantanéité de réactions à tout événement ou à toute annonce (parfois

fallacieuse) partout dans le monde. Le vagabondage qui s'ensuit, de capitaux gigantesques toujours à la recherche du profit le plus élevé à court terme, détruit définitivement tout espoir pour un Etat isolé - ou même un groupe d'Etats - de promouvoir une politique de développement sur son territoire. Dans la surenchère permanente qui s'ensuit, les pouvoirs publics n'ont bien souvent pas d'autre recours, pour tenter de capter une partie de cette manne vagabonde, que d'offrir des ristournes toujours plus colossales sur les recettes fiscales et sur les salaires, la mise à l'emploi ne peut plus dès lors assurer le développement d'une demande intérieure forte pour les investisseurs (mais ça leur est égal, car ils ne visent pas le marché intérieur), ni le recouvrement, par l'Etat, des dépenses d'infrastructure ou de formation consenties pour attirer les investissements.

*Coca-Cola avait investi en France, dans une unité d'embouteillage la plus grande d'Europe ; en échange, l'Etat français - sous Mitterrand, si je ne me trompe - lui avait consenti une exonération d'impôts pendant cinq ans. Que se passa-t-il au bout de cinq ans ? Coca-Cola alla s'installer ailleurs, en Irlande je pense, l'abandon d'une unité de production encore neuve lui coûtant moins cher...
Il y a mieux encore : en Chine, il y a quelques années, la grande mode était de construire des usines préfabriquées clé sur porte, transportables par hélicoptère sur le site, et démontables ; aucun investissement routier, et dès que la main-d'oeuvre commence à s'organiser, on démonte et on déménage l'usine !*

Dans ce contexte de circulation frénétique des capitaux, la mainmise sur les économies nationales par des groupes colossaux n'est pas une chimère de vieux gauchistes baba-cool : en France, d'après une statistique récente, environ 40 % du capital productif appartient à de gros investisseurs multinationaux, en tête desquels les fameux fonds de pension américains. Mais les (gros) investisseurs français, et européens en général, ne sont pas en reste, puisqu'ils se sont rués avec enthousiasme sur les pays de l'Est depuis les années 90 !



Faut il revenir à Keynes ?

En conclusion, et pour en revenir à notre sujet, cette évolution multiple s'est reflétée à partir du milieu des années '70 mais surtout dans les années '80, par la remise à l'honneur des thèses mêmes que Keynes avait vigoureusement - et avec succès - combattues ; l'équilibre budgétaire, voire l'austérité, la modération des salaires (mais pas des profits) sont redevenus les articles de foi de nos dirigeants ; au nom de la « concurrence libre et parfaite », paraphrase mensongère des analyses de Adam Smith, toute intervention de l'Etat doit être énergiquement rejetée, d'où le démantèlement des entreprises publiques, qui seront bientôt suivies des services publics. Jusqu'il y a peu, nos nouveaux gourous voulaient encore bien admettre les traditionnelles « fonctions régaliennes » (armée, police, justice, monnaie), mais actuellement, même celles-ci tendent à échapper à la puissance publique : voir aux Etats-Unis les progrès des entreprises privées de type militaire/sécuritaire, engagées sur le terrain en Irak, ou ceux des prisons privées ; même dans nos pays, des fonctions de police commencent à être sous-traitées au privé. La notion de biens collectifs, qui justifiait l'existence de l'investissement public dans les routes, les chemins de fer, la distribution de l'électricité, l'enseignement, la santé, est en passe de disparaître, non seulement du discours officiel, mais, plus grave encore, de notre vision du monde.

Qu'en résulte-t-il ? Certes, l'inflation, caractéristique des années '70, et que l'on a (un peu vite) attribuée à la nature même des politiques d'inspiration keynésienne, a été jugulée. C'est un grand avantage pour les prêteurs, beaucoup moins pour les emprunteurs ! Les budgets des Etats sont, sinon en équilibre parfait, du moins très peu déficitaires. Mais la répartition des richesses, qui avait évolué dans le sens du comblement des inégalités pendant les « 30 glorieuses », s'est remise au galop à évoluer dans le sens inverse : jamais les inégalités n'ont été aussi profondes depuis la fin des années de guerre, jamais le chômage n'a été aussi important, jamais les salaires n'ont été aussi bas, et le seul remède préconisé par nos élites face à la catastrophe sociale que nous vivons consiste à... toujours diminuer davantage la part du

travail dans les revenus. A l'autre extrême, jamais les bénéfices des entreprises n'ont été aussi volumineux, ni n'ont connu une telle croissance (avec des taux à deux chiffres, alors que le taux d'inflation atteint à peine 2 % !).

Alors, faut-il faire revenir Keynes ? Les temps ont changé, on ne reviendra pas sur l'intégration économique mondiale, mais pourquoi ne pas réinventer le keynésianisme au niveau des pouvoirs supra-nationaux ? C'est précisément ce que la Communauté européenne, entre autres, se refuse à faire : il n'est que de voir le fameux « projet de constitution européenne », dont l'objectif principal est de bétonner une approche totalement anti-keynésienne du rôle des Etats et y compris du rôle de la Communauté européenne en tant que 'super-état'. ●